Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

068-226800019-20100204-2010_00081_STE-AR

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/02/2010

Publication: 12/02/2010

Pour l'"Autorité Compétente" par délégation

Direction de la Solidarité

Service Tarification des Établissements Sociaux

Le Chef de Service

Haut-Rhin

Conseil Général

Colmar, le

2010 00081

ARRET

DA

du

3 - FEV. 2010

PORTANT fixation des prix de journée hébergement et dépendance 2010 de l'EHPAD « Notre Dame » à MULHOUSE

VU les Codes de la Santé Publique de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;

VU le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment en son article 23 ;

VU la convention EHPAD en cours de signature ;

VU la convention relative au versement de la dotation globale afférente à la dépendance en cours de signature ;

VU les propositions de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2010, les classes 6 nettes pour les sections hébergement et dépendance sont respectivement fixées à :

Hébergement : 1 663 908 €
 Dépendance : 444 035 €

ARTICLE 2:

Les prix de journée applicables à compter du <u>1° janvier 2010</u> pour l'EHPAD « Notre Dame » à MULHOUSE sont fixés à :

Hébergement:

Résidants de plus de 60 ans : 53,67 €.
Résidants de moins de 60 ans : 67,53 €.

Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement, ci-dessus mentionné, diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

Dépendance :

Tarifs	Dont pris en charge par l'APA
GIR 1-2: 18,80 €	GIR 1-2: 13,73 €
GIR 3-4 : 11,94 €	GIR 3-4: 6,87 €
GIR 5-6 : 5,07 €	GIR 5-6: Néant

Le montant de la dotation globale versée à l'établissement est arrêté à :

267 350,66 €

ARTICLE 3:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

ARTICLE 4:

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

Pour le Président et par défégation : Le Directour Général à d'ansi

LE PRESIDENT

Michel CHOCHOY

2/2